

## MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Liste des diplômes exigés des candidats autorisés à se présenter directement à l'examen du certificat d'aptitude aux fonctions de programmeur.

Le ministre de la fonction publique,

Vu le décret n° 62-1085 du 14 septembre 1962 relatif aux programmeurs sur contrat des services mécanographiques des diverses administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 1967, modifié par l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1968, et notamment son article 3 relatif aux modalités d'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de programmeur dans les administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-516 du 4 juin 1968 relatif aux attributions du ministre de la fonction publique,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les candidats à l'examen du certificat d'aptitude aux fonctions de programmeur devront, pour être dispensés de remplir les conditions fixées à l'article 2 de l'arrêté modifié du 8 décembre 1967 susvisé, justifier au moins de l'un des diplômes, certificats ou titres suivants :

- 1° Brevet de technicien supérieur Traitement de l'information.
- 2° Diplôme universitaire de technologie (mention Informatique).
- 3° Diplôme d'études supérieures techniques délivré par le Conservatoire national des arts et métiers (mention Calcul automatique).
- 4° Diplômes et certificats délivrés dans le domaine du traitement automatique de l'information par les facultés, instituts de facultés et instituts d'universités.
- 5° Certificat de fin de scolarité des écoles publiques, des écoles techniques privées reconnues par l'Etat et des écoles techniques privées habilitées par la commission des titres d'ingénieurs à délivrer un diplôme d'ingénieur (spécialité ou option se rattachant au domaine du traitement automatique de l'information).

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juin 1968.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur général de l'administration  
et de la fonction publique,  
FERNAND GRÉVISSE.

## MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

### Brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963, modifiée par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965, modifié par l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1967, fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1965, modifié par l'arrêté du 25 juillet 1966, créant le brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 19 septembre 1967 donnant délégation de signature à M. le colonel Crespín, directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 3 de l'arrêté du 4 octobre 1965 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

#### Article 3.

Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique est nommé par le ministre de la jeunesse et des sports ; il est constitué sur les bases suivantes :

Le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, président.

Six membres du corps enseignant de l'éducation physique et sportive, dont au moins un membre féminin.

Deux spécialistes de culture physique, dont un spécialiste féminin.

Deux représentants des organisations professionnelles de la culture physique, les plus représentatives.

Deux médecins spécialistes de la médecine du sport.

Pour les sessions devant réunir plus de quatre-vingts candidats à l'occasion des épreuves orales, physiques et pratiques, le jury ainsi constitué peut être complété par des membres du corps enseignant d'éducation physique et sportive en fonction des besoins.

Art. 2. — L'article 4 de l'arrêté du 4 octobre 1965 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 4.

Le ministre de la jeunesse et des sports arrête, sur proposition du jury, la liste des candidats définitivement admis à l'examen du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique.

Art. 3. — L'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 1965 susvisé est modifié et complété ainsi qu'il suit :

#### Article 5.

L'examen du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique comporte des épreuves écrites, des épreuves orales, des épreuves physiques et des épreuves de pédagogie et de secourisme pratiques.

Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Toute note inférieure à 6 est éliminatoire après délibération du jury. Par exception à cette règle, toute note inférieure à 8 est éliminatoire pour les épreuves de pédagogie pratique, après délibération du jury.

#### I. — EPREUVES ÉCRITES

A la suite des épreuves écrites qui sont passées les premières, est établie la liste des candidats admis à se présenter aux autres épreuves. Sont inscrits sur cette liste les noms des candidats ayant obtenu, sans note éliminatoire, un total de 60 points correspondant à une moyenne de 10 sur 20 pour les deux épreuves écrites.

#### II. — EPREUVES ORALES

(Sans changement.)

#### III. — EPREUVES PHYSIQUES

Ces épreuves sont les suivantes :

##### 1° Brevet sportif populaire.

- a) Pour les candidats : un 100 mètres, un saut en hauteur, un lancer de poids et un 1.000 mètres (coefficient 4).
- b) Pour les candidates : un 60 mètres, un saut en hauteur et un lancer de poids (coefficient 3).

Ces épreuves sont organisées et cotées conformément aux dispositions du règlement du brevet sportif populaire. La somme des cotations enregistrées est convertie en note sur 18 au moyen des tableaux annexés au présent arrêté (annexes 1 et 1 bis). Une majoration de 2 points est accordée aux candidats et candidates qui satisfont aux conditions de l'épreuve facultative de natation : 50 mètres nage libre, départ plongé, sans limite de temps.

##### 2° Epreuve complémentaire de grimper.

Cette épreuve consiste dans un grimper de corde : 5 mètres mesurés du sol, bras seuls et départ assis pour les hommes, bras et jambes et départ debout pour les femmes (coefficient 1).

Les résultats de cette épreuve sont notés sur 20 au moyen du barème spécial annexé au présent arrêté (annexe II).

##### 3° Culturisme.

Cette épreuve remplace l'épreuve 3° (force), définie par l'arrêté du 4 octobre 1965 susvisé, et consiste :

- a) Pour les candidats :  
En un exercice avec barre (développé, couché et flexion de jambes) ;  
Un saut en longueur sans élan.  
(Coefficient 2.)
- b) Pour les candidates :  
En un exercice avec barre (développé, couché) ;  
Un lancer arrière d'un médecine-ball de 3 kg, bras levés, par flexion avant, suivie d'une extension du tronc ;  
Un saut en longueur sans élan.  
(Coefficient 3.)

Les résultats de cette épreuve sont notés sur 20 au moyen des barèmes annexés au présent arrêté (annexes III et III bis).

##### 4° Haltérophilie.

Réservée aux hommes, cette épreuve remplace l'épreuve 4° (résistance), définie par l'arrêté du 4 octobre 1965 susvisé, et consiste dans un arraché et un épaulé-jeté (coefficient 2).

Les résultats de cette épreuve sont notés sur 20 au moyen du barème annexé au présent arrêté (annexe IV).

## IV. — EPREUVES DE PÉDAGOGIE PRATIQUE

Ces épreuves consistent en deux leçons :

1° Une leçon collective donnée à un groupe de 8 à 10 élèves (garçons, filles ou mixte). Les candidats disposent d'au moins dix minutes pour préparer cette leçon, qu'ils présentent ensuite totalement ou partiellement, à la volonté du jury.

2° Une leçon particulière préparée et présentée suivant les conditions précisées au précédent alinéa.

Les notes attribuées pour ces deux leçons sont affectées chacune du coefficient 3.

## V. — EPREUVES DE SECOURISME PRATIQUE

Cette épreuve consiste dans un exercice de ranimation commenté par le candidat (coefficient 1).

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique, les candidats doivent avoir obtenu un total de 280 points et les candidates un total de 260 points correspondant à une moyenne de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves.

Art. 4. — Toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 5. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 avril 1968.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

N. B. — Les annexes du présent arrêté seront publiées au Bulletin officiel de l'éducation nationale.

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## S E N A T

## Commission des affaires sociales.

Séance du mercredi 3 juillet 1968.

Présents. — MM. d'Andigné, Bossus, Brayard, Bruneau, Mme Cardot, MM. Courbatère, Darou, Darras, Gauthier (Abel), Grand, Gravier (Jean), Guislain, Henriot, Lemarié, Maille, Menu, Plait, Poroi, Romaine, Sinsout, Thiébault, Viron, de Wazières.

Excusés. — MM. Barbier, Blanchet, Darras, Fil, Lambert, Lévêque, Liot, Loste, Messaud.

Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Séance du 3 juillet 1968.

Présents. — MM. Raymond Bonnefous, Bruyneel, Champeix, Esseul, de Félice, Garet, Geoffroy, Guillard, de Hauteclocque, Le Bellegou, Mailhe, Marciilhac, de Montigny, Namy, Prélôt, Prost, Sauvage, Verdeille, Zussy.

Excusés. — MM. Dailly, Emile Dubois, Jozeau-Marigné, Molle.

## Convocation de commission.

La commission des affaires économiques et du Plan se réunira le jeudi 11 juillet 1968, à neuf heures trente (salle n° 263) :

I. — Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 193, session 1967-1968), adopté par l'Assemblée nationale, relatif au port de Paris.

II. — Examen du rapport de M. Joseph Yvon sur le projet de loi (n° 182, session 1967-1968), adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime.

III. — Examen du rapport de M. Raymond Brun sur le projet de loi (n° 175, session 1967-1968), adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles.

## IV. — Questions diverses.

## Nomination de rapporteurs.

(Art. 19 du règlement.)

## Lois

M. Mailhe a été nommé rapporteur du projet de loi (n° 192, session 1967-1968) portant modification de la loi n° 65-956 du 12 novembre 1965 sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires.

M. Marciilhac a été nommé rapporteur du projet de loi (n° 197, session 1967-1968) relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai 1968.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

## Ministère d'Etat chargé des affaires sociales.

Avis de concours pour le recrutement de médecins à temps complet au service départemental de la protection maternelle et infantile.

Un concours sur titres est ouvert à la préfecture de la Dordogne en vue du recrutement de deux médecins à temps complet affectés au service départemental de la protection maternelle et infantile (direction de l'action sanitaire et sociale).

Peuvent faire acte de candidature les médecins présentant les titres nécessaires âgés de moins de trente-cinq ans. Cette limite d'âge est reculée de la durée des services publics ou militaires ainsi que pour les pères et mères de famille d'une année par enfant à charge.

Tous renseignements peuvent être demandés à la direction de l'action sanitaire et sociale (secrétariat, cité administrative), à Périgueux.

Les dossiers complets de candidature seront reçus à la même adresse avant le 30 août 1968.

Avis de concours pour le recrutement d'infirmières puéricultrices au service départemental de la protection maternelle et infantile.

Un concours sur titres est ouvert à la préfecture de la Dordogne en vue du recrutement de deux infirmières puéricultrices affectées au service départemental de la protection maternelle et infantile (direction de l'action sanitaire et sociale).

Peuvent faire acte de candidature les infirmières titulaires du diplôme d'Etat de puéricultrice âgées de moins de trente-cinq ans. Cette limite d'âge peut être reculée d'un temps égal à celui passé dans l'exercice d'une fonction de puéricultrice dans un service public ou privé, ainsi que pour les mères de famille d'une année par enfant à charge.

Tous renseignements peuvent être demandés à la direction de l'action sanitaire et sociale (secrétariat, cité administrative), à Périgueux.

Les dossiers complets de candidature seront reçus à la même adresse avant le 30 août 1968.

## Avis de vacance de postes d'assistante sociale.

Cinq postes d'assistante sociale départementale sont vacants dans le département de l'Ain :

- 1° Un poste à Oyonnax (Ain), logement H. L. M. assuré.
- 2° Un poste à Bellegarde (Ain).

Pour ces deux postes, activité : polyvalence de secteur, dispensaire d'hygiène sociale.